

Le gouvernement Trudeau et le refus d'arrêter le soutien à l'expansion du capital fossile

jeudi 11 mai 2023, par [RIOUX Bernard](#) (Date de rédaction antérieure : 10 mai 2023).

Pour le gouvernement Trudeau, il serait possible de lutter contre le réchauffement climatique tout en exploitant le pétrole tiré des sables bitumineux, d'en développer la production et de l'exporter sur les divers marchés internationaux. Voilà la politique que ce gouvernement défend et qui se concrétise par le soutien à l'expansion de l'exploration et de l'exploitation des hydrocarbures.

Un plan climat qui ne bloque pas les initiatives du gouvernement en faveur de l'expansion du secteur des hydrocarbures

Le plan climat du gouvernement fédéral n'a jamais prévu de répondre aux demandes du GIEC et de laisser le pétrole non exploité dans le sol et d'organiser la sortie des énergies fossiles. L'achat du pipeline de Transmountain [1], cet oléoduc reliant la région pétrolière de l'Alberta à l'océan Pacifique lui a coûté 4,5 milliards de dollars canadiens au départ sans compter les dépenses liées à l'agrandissement de cet oléoduc.

Le gouvernement Trudeau n'a pas cessé de faire pression sur les différentes administrations américaines pour remettre en service le pipeline Keyston critiquant Obama, félicitant Trump et se portant à la défense de Keystone XL, malgré le refus annoncé de Joe Biden. [2]

En 2022, le gouvernement Trudeau autorisait le mégaprojet d'exploitation d'énergies fossiles Bay du nord au large des côtes de Terre-Neuve-et-Labrador. Cinq permis sont accordés qui couvrent une surface de 12,227 km². [3] d'où pourraient être extraits de 300 millions à un milliard de barils.

En mai, le gouvernement Trudeau accordait à la pétrolière BP des permis de forer au large de Terre-Neuve, afin de développer un mégaprojet (Ephesus) qui fait quatre fois la taille de Bay du Nord. Ce projet pourrait éventuellement représenter 4 ou même 5 milliards de barils de pétrole. [4]

Les décisions du gouvernement permettant l'expansion de l'exploitation pétrolière et gazière indiquent bien la réalité de la politique du gouvernement Trudeau en ce qui concerne la lutte aux changements climatiques... Permettre l'expansion de l'exploitation des hydrocarbures range le gouvernement Trudeau dans le camp des gouvernements qui refusent d'écouter les recommandations du GIEC, dans le camp des irresponsables mettant en danger l'avenir de l'humanité.

L'écoblanchiment est à la base de la politique gouvernementale en ce qui a trait à la lutte aux changements climatiques

Pour couvrir sa politique irresponsable, le gouvernement multiplie les manœuvres visant un écoblanchiment systématique de sa politique de défense du Canada comme État pétrolier.

Le gouvernement Trudeau promet d'arrêter de subventionner les entreprises qui œuvrent dans le secteur des énergies fossiles. Mais, il continue de les subventionner.

Il promet de diminuer ses émissions de GES. Il augmente même ces cibles de diminution des GES. Mais ces émissions continuent d'augmenter hormis l'année de la pandémie de la COVID.

Il promet de soutenir la décarbonation de toute la chaîne de la production. Mais il subventionne les technologies mises de l'avant par les grandes entreprises pétrolières de stockage et de séquestration du carbone, ce qui permet à ces entreprises de repousser à plus tard une véritable sortie des énergies fossiles. « *Un exemple éloquent : les dirigeants et lobbys présentaient le projet Quest de Shell subventionné à la hauteur de 654 millions\$ - avec un potentiel de capture de 90%. Finalement, une analyse indépendante a plutôt conclu qu'après 5 ans, l'installation aura capté 4,8 Mt de GES et émis 7,7Mt de GES* » [5]

Le gouvernement se vante de subventionner la réduction des GES découlant de la production d'un baril de pétrole pour justifier l'exploration du pétrole en haute mer, alors que c'est la combustion du pétrole extrait qui est important pour ce qui est des émissions de GES.

En cohérence avec cette politique d'écoblanchiment, le gouvernement a trouvé le porte-parole de sa politique hypocrite avec la nomination de Steven Guilbeault qui se montre toujours prêt à justifier l'injustifiable et à avaler toutes les couleuvres qu'on veut bien lui présenter.

Le gouvernement Trudeau cherche à nous aveugler, sans état d'âme, sur la catastrophe qu'il nous prépare

Le premier ministre Trudeau lui est bien prêt à reconnaître la gravité de la crise climatique, mais cette reconnaissance n'entraîne aucunement une rupture avec son soutien conséquent à l'exploitation des hydrocarbures et à leur utilisation. L'obligation d'intervenir dans l'urgence par des moyens radicaux est tout simplement écartée et remplacée par un écoblanchiment visant à réduire le fossé psychique et moral entre ce que l'on sait et ce que l'on fait. Et c'est là le mode de fonctionnement psychologique non seulement de Trudeau, mais de l'ensemble de la gouvernance capitaliste. Car, au fond de leur aveuglement, c'est le refus d'accepter la réalité capitaliste de la crise climatique. C'est le refus d'accepter la nécessité d'en finir avec l'exploitation des énergies fossiles et avec *un système qui détériore la source de toute richesse, la nature et les êtres humains.*

Bernard Rioux

[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais.

P.-S.

Presse-toi à gauche !

<https://www.pressegauche.org/Le-gouvernement-Trudeau-et-le-refus-d-arreter-le-soutien-a-l-expansion-du>

Notes

[1] Le pari de Trudeau sur le pipeline Trans Mountain fait bondir ses opposants, Radio-Canada, 29 mai 2018

[2] Justin Trudeau se porte à la défense de Keystone XL, malgré le refus annoncé de Joe Biden, Alexandre Shields, Le Devoir, 19 janvier 2021

[3] Le fédéral approuve de nouveaux permis d'exploitation pétrolière en milieu marin, Alexandre Shields, Le Devoir, le 26 février 2023

[4] Ephesus : un nouveau projet pétrolier à la Bay du Nord, mais quatre fois plus grand ?, Radio-Canada, Patrick Butler, 4 mai 2023

[5] Budget fédéral : L'écoblanchiment du mot « vert », Monique Pauzé, l'Aut'journal, 19 avril 2023